



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 29 novembre 2021

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**Démographie** : le taux de natalité national en Chine tombe en-dessous de 10‰ pour la première fois

**PMI** : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit diminue en octobre, indiquant une contraction de l'activité manufacturière, tandis que le PMI manufacturier officiel rebondit pour s'établir tout juste au-dessus du seuil d'expansion

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Réglementation** : la CBIRC a publié de nouvelles réglementations sur la surveillance et l'administration des groupes d'assurance

**Marché boursier** : l'entreprise Didi Chuxing annonce qu'elle prévoit son retrait de la cote du NYSE et une entrée en bourse au HKSE

**Stabilité financière** : une nouvelle société d'évaluation de la capacité d'emprunt dans le cadre des octrois de prêts personnels, dont les principaux actionnaires sont Ant Group et le gouvernement de la province du Zhejiang, est en attente de licence auprès de la PBoC

**Stabilité financière** : la PBoC publie une nouvelle réglementation sur le secteur des paiements, impactant fortement les deux principales plateformes Alipay et Wechat Pay

### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**OMC** : 32 pays annulent leur programme de Système généralisé de préférences (SGP) avec la Chine

**Relation Chine-Ukraine** : l'arbitrage lancé contre l'Ukraine par une entreprise chinoise

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Standardisation** : un rapport de la Chambre de commerce de l'Union européenne alerte sur les risques de « bifurcation » des normes

**Données** : le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) publie le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour l'industrie du Big Data

**VTC** : une réglementation préconise l'amélioration des conditions de travail des conducteurs de VTC

### Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Climat** : atteindre la neutralité carbone en 2060 pourrait permettre à la Chine d'éviter 119 000 Mds d'euros de pertes économiques liées au climat

**Energie :** la Chine dépasse les 1000 GW de capacité de production d'énergies renouvelables, avec des investissements dans le solaire et l'éolien en forte hausse

**Energie :** Sinopec lance la construction de la plus grande installation au monde de production d'hydrogène vert à partir de photovoltaïque dans la province du Xinjiang

**Aéronautique :** l'autorité d'aviation civile publie une nouvelle directive pour la remise en service en Chine du Boeing 737 MAX

## Actualités régionales ([ici](#))

**Yunnan :** Inauguration de la voie ferroviaire Kunming-Vientiane

## Hong Kong et Macao ([ici](#))

### Hong Kong

**Secteur immobilier :** tendance contrastée pour le marché immobilier hongkongais en octobre

**Transport aérien :** les compagnies aériennes sont impactées par les mesures strictes de quarantaine imposées aux équipages

**Ventes de détail :** fort rebond au mois d'octobre (+12% en g.a)

**Bourse :** décrochage des indices hongkongais au mois de novembre

**Bourse :** Cloud Village lève 421 M USD lors de son introduction en bourse à Hong Kong

### Macao

**Commerce extérieur :** les importations de Macao ont augmenté de +83,8% au cours des 10 premiers mois de l'année

**Casinos :** Les actions des six opérateurs de casinos à Macao ont plongé de 7,6% le 29 novembre, après l'arrestation le 27 novembre d'Alvin Chau de Suncity Group Holdings

**Industrie du jeu :** les revenus des casinos ont augmenté en novembre de +54,6% par rapport à octobre

## Taiwan ([ici](#))

**Véhicule électrique :** Foxconn poursuit sa stratégie de partenariats en s'implantant en Thaïlande

**Transport aérien :** StarLux envisage une nouvelle augmentation de capital au premier semestre 2022

**PIB :** Taïwan table sur une croissance économique de 6% en 2021 et de 4,15% en 2022

**Indice du risque de corruption :** Taïwan se classe au 15ème rang du classement TRACE

**Finance :** la banque publique indonésienne « Bank Rakyat Indonesia » a ouvert une filiale à Taïwan

# Chine continentale

## Conjoncture

### **Démographie : le taux de natalité national en Chine tombe en-dessous de 10‰ pour la première fois de son histoire**

[Le dernier annuaire statistique](#) montre l'amorce d'une crise de la démographie. Le pays a affiché un taux de natalité au plus bas depuis quatre décennies à 8,52‰ en 2020, le chiffre tombant en dessous de 10‰ pour la première fois de son histoire moderne, avec 12 M de naissances en 2020 (pour 10,48‰ et 14,65 M de naissances en 2019). Par ailleurs, en 2020, le nombre de mariages enregistrés a diminué pour la 7<sup>e</sup> année consécutive à seulement 8,14 M couples (contre 13,47 M en 2013), niveau le plus bas depuis 2003.

Pour mémoire, c'est en 2013 que la politique de l'enfant unique a été assouplie, permettant aux couples d'avoir un deuxième enfant. Elle a été abandonnée en 2016. En 2021, les responsables ont annoncé une politique des « trois enfants », incitant les couples chinois à avoir un troisième enfant.

### **PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit diminue en octobre, indiquant une contraction de l'activité manufacturière, tandis que le PMI manufacturier officiel rebondit pour s'établir tout juste au-dessus du seuil d'expansion**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit [diminue](#) à 49,9 en novembre, contre 50,6 en octobre, indiquant une contraction du secteur manufacturier pour la première fois depuis trois mois. Les nouvelles commandes totales enregistrent un repli en-dessous de la barre des 50, la demande ayant été affectée par la reprise sporadique de foyers épidémiques et la pression à la hausse des prix. Le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation demeure en territoire de contraction pour le quatrième mois consécutif en raison d'une faible demande extérieure dans un contexte de reprise épidémique dans de nombreux pays. Le sous-indice de l'emploi se contracte également pour le quatrième mois consécutif, les coûts élevés des matières premières et la demande insuffisante du marché domestique ayant pesés sur les embauches.

L'indice PMI officiel [rebondit](#) quant à lui au-dessus de la barre des 50 (illustrant une expansion de l'activité manufacturière), à 50,1, contre 49,2 en octobre, rompant ainsi avec la tendance baissière enregistrée depuis mars 2021. L'évolution de l'indice PMI manufacturier s'explique par l'augmentation généralisée des sous-indices principaux, certains demeurant cependant en-deçà du seuil d'expansion : indice de production (52 en novembre contre 48,4 en octobre), indice de nouvelles commandes (49,4 contre 48,8), indice du stock de matières premières (47,7 contre 47), indice de l'emploi (48,9 contre 48,8), indice des délais de livraison des fournisseurs (48,2 contre 46,7). Il convient de noter que le sous-indice des prix d'achat des matières premières chute fortement de 72,1 en octobre à 52,9 en novembre, soit le plus faible niveau enregistré depuis mai 2020. En outre, les indices des nouvelles commandes à l'exportation et à l'importation poursuivent leur rebond respectivement de 46,6 à 48,5 et de 47,5 à 48,1, mais restent encore en-dessous de la zone d'expansion.

Le PMI manufacturier des grandes entreprises diminue légèrement à 50,2 (contre 50,3 en octobre), tandis que ceux des moyennes et des petites entreprises enregistrent un fort rebond, respectivement à 51,2 (contre 48,6) et 48,5 (contre 47,5), témoignant d'une reprise, les récentes mesures gouvernementales ayant notamment atténué les pénuries d'électricité.

En outre, le PMI non manufacturier officiel s'abaisse à 52,3 en novembre contre 52,4 en octobre. Ce fléchissement s'explique par le repli des principaux sous-indices. Par industrie, le sous-indice des services (notamment secteurs liés à l'immobilier), passe de 51,6 en octobre à 51,1 en novembre.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Banque et finance

### Réglementation : la CBIRC a publié de nouvelles réglementations sur la surveillance et l'administration des groupes d'assurance

Le 30 novembre, la CBIRC a publié de nouvelles [Mesures pour la surveillance et l'administration des groupes d'assurance](#) (《保险集团公司监督管理办法》). Entrées en application à la date de promulgation, elles visent à renforcer la supervision et la gestion des groupes d'assurance, à prévenir les risques opérationnels et à promouvoir le « développement sain du secteur financier et de l'assurance ». Le texte définit les groupes d'assurance (« 保险集团 ») comme des conglomérats détenant des filiales dans le secteur de l'assurance, notamment des compagnies d'assurance, institutions de gestion d'actifs d'assurance, agences de courtage d'assurance, agences d'expertise en assurances, etc.

Conformément aux réglementations, la création de telles structures devra être soumise à l'approbation de la CBIRC, et remplir notamment les exigences suivantes : une structure d'actionariat avec contrôle d'au moins 50 % au total des parts de deux compagnies d'assurance nationales (qui doivent répondre à des conditions spécifiques également), un capital social minimum de 2 Mds RMB, des compétences spécifiques des administrateurs, superviseurs et cadres supérieurs, etc.

Les mesures couvrent globalement quatre aspects clés :

- Premièrement, **renforcer la gouvernance et la supervision** (加强保险集团公司治理监管): aboutir à une structure de capitaux propres « concise et claire » par des mécanismes de planification des augmentations/diminutions de capital, d'évaluation de l'adéquation des fonds propres en fonction des caractéristiques de risques et de l'environnement opérationnel; réduire la complexité de la structure des capitaux propres ; maintenir un niveau d'endettement raisonnable et approprié.
- Deuxièmement, **renforcer la gestion des risques**: améliorer l'efficacité opérationnelle globale et les capacités de prévention des risques du groupe (risques d'assurance, risques de crédit, risques de marché, risques de liquidité, risques opérationnels, risques de réputation, risques stratégiques, risques de concentration, etc.); établir un système global de gestion des risques compatible avec les objectifs stratégiques, la structure organisationnelle et les modèles économiques du groupe ; intégrer les ressources de gestion des risques nécessaires ; mettre en place les mesures de gestion des risques nécessaires.
- Troisièmement, **améliorer la surveillance des filiales des groupes hors secteur de l'assurance** afin de clarifier la pertinence pour les conglomérats d'investir dans de telles filiales, les activités et prises de participation devant contribuer à améliorer les capacités globales du groupe sur le marché, optimiser l'allocation des ressources et favoriser les synergies.
- Quatrièmement, **améliorer systématiquement les mécanismes de surveillance** : assurer une surveillance consolidée complète et continue du capital, des finances et des risques des groupes d'assurance.

## Marché boursier : l'entreprise Didi Chuxing annonce qu'elle prévoit son retrait de la cote du NYSE et une entrée en bourse au HKSE

Le 3 décembre, dans une [publication](#) sur son compte Weibo, l'entreprise Didi Chuxing a annoncé qu'après un examen approfondi, elle initiait un processus de retrait de la cote du NYSE, et des préparatifs en vue d'opérer une entrée en bourse au HKSE (« 经认真研究, 公司即日起启动在纽交所退市的工作, 并启动在香港上市的准备工作 »). Pour rappel, Didi Chuxing a procédé à son entrée en bourse à New York le 30 juin 2021, levant 4,4 Mds USD. Le 2 juillet, le Bureau d'enquête sur la cybersécurité de la CAC avait cependant lancé une enquête de cybersécurité à son encontre, et bloqué l'acceptation par l'application de nouveaux utilisateurs jusqu'au terme de l'enquête. L'enquête a débuté au siège de Didi Chuxing à Pékin le 16 juillet.

Dans un contexte qualifié de « découplage financier » sino-américain, les régulateurs américains ont durci les réglementations sur les cotations d'entreprises chinoises aux États-Unis. Le  *Holding Foreign Companies Accountable Act (HFCAA)*, adopté en décembre 2020 au Congrès, vise à exclure de la cote en 2024 les sociétés non-américaines qui refuseraient de donner accès à leurs audits comptables aux régulateurs américains. Il concerne tout particulièrement les entreprises chinoises (194 seraient concernées d'après le Public Company Accounting Oversight Board). Les régulateurs chinois cherchent également à encadrer les cotations des entreprises nationales à l'étranger. En février 2021, les lignes directrices publiées par la  *State Administration for Market Supervision (SAMR)* sur les plateformes numériques soulignent que les structures assimilables aux  *Variable Interest Entities (VIE)* sont concernées par les règles de concurrence, obligeant les entreprises à demander l'approbation du régulateur dans le cadre de fusions et acquisitions. Les enjeux nationaux de souveraineté des données sont cruciaux : à la suite de l'enquête de cybersécurité lancée à l'encontre de Didi Chuxing, il a été décidé que, pour les entreprises disposant des données de plus d'1 M d'utilisateurs, une introduction en bourse à l'étranger était conditionnée par un « audit de cybersécurité ». Le 14 novembre, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC), dans sa première version de mesures administratives sur la sécurité des données, a levé l'ambiguïté sur les introductions en bourse à Hong-Kong : celles-ci seraient désormais soumises à des audits de cybersécurité au préalable, au même titre que les IPO aux États-Unis. En outre, le 1er décembre 2021, Bloomberg a annoncé que les autorités chinoises étaient en phase de discussion afin d'établir une réglementation visant à interdire les cotations des entreprises chinoises à l'étranger par le biais de structure VIE (cette information ayant été ensuite démentie par la CSRC). Selon Bloomberg, les entreprises chinoises pourraient toujours être cotées à Hongkong sous cette forme, avec l'approbation des régulateurs.

Les modalités et les répercussions économiques du retrait de Didi Chuxing de la bourse de New York demeurent difficiles à appréhender à ce stade. Depuis son introduction en bourse début juillet, le cours de l'action Didi a chuté de près de 50% le premier mois, avant de se stabiliser (action à 8,8 USD le 2 septembre et 7,8 USD le 2 décembre).

## Stabilité financière : une nouvelle société d'évaluation de la capacité d'emprunt dans le cadre des octrois de prêts personnels, dont les principaux actionnaires sont Ant Group et le gouvernement de la province du Zhejiang, est en attente de licence auprès de la PBoC

Le 26 novembre, la PBoC a annoncé avoir reçu une demande de  *Qiantang Credit* pour obtenir une licence pour effectuer des évaluations dans le cadre de l'octroi de prêts personnels, selon [son communiqué officiel](#). Les principaux actionnaires de cette nouvelle société avec un capital social de 1 Md RMB seront  *Ant Group* et l'entreprise publique  *Zhejiang Tourism Investment Group. Co. Ltd.*, chacun détenant une participation de 35%.

Cette création témoigne des efforts d'*Ant Group* pour suivre l'ordre des régulateurs chinois de remanier ses opérations *fintech*.

Actuellement, il existe deux sociétés d'évaluation pour les prêts personnels agréées en Chine : *Baihang Credit Co. Ltd.* (créée en 2018 par la PBoC, avec 36% de participation détenus par *National Internet Finance Association of China* – association régulant le secteur Fintech sous l'égide de la PBoC) et *Pudao Credit Co. Ltd.* (créée à fin 2020, avec 35% de participation détenus par *Beijing Financial Holdings Group Co., Ltd* – une filiale de la SASAC de Pékin). Toutes deux sont chargées de mettre en commun les informations provenant de canaux de prêts hors du système financier traditionnel, tels que les prêts en ligne. La PBoC gère également son propre système d'évaluation du crédit lancé depuis 2006, *Credit Reference Center*, qui collecte principalement des données personnelles auprès des banques et d'autres prêteurs traditionnels. *Ant Group* détient une participation de 8% dans *Baihang Credit* via sa filiale *Zhima Credit*.

Pour mémoire, le 30 septembre, la PBoC a publié les règles définitives sur la gestion des activités d'évaluation de capacité d'emprunt, applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette nouvelle réglementation s'applique à toute entité qui collecte, stocke, traite et fournit des données de crédit sur les entreprises et les particuliers, y compris dans le secteur de l'économie numérique. Les données de crédit sont définies comme toute information utilisée pour déterminer la capacité d'emprunt des particuliers et des entreprises et servir des « activités financières et économiques ». Sont mentionnés de manière non limitative, l'identité, l'adresse, l'historique d'endettement et des remboursements, les actifs, les opérations commerciales et la consommation. Les nouvelles règles prévoient une période de transition jusqu'à la fin juin 2023 pour que les entreprises concernées adaptent leurs pratiques. La collecte, le stockage et la vente de données des particuliers et des entreprises sont devenus une préoccupation croissante pour le gouvernement et les consommateurs en raison des potentiels abus. En grande partie en raison du développement des prêts en ligne, les encours de crédit à la consommation ont augmenté d'environ 310% à 13 200 Mds RMB (2000 Mds USD) de 2013 à 2019 et devraient doubler pour atteindre 25 000 Mds RMB d'ici 2024, selon un rapport d'une équipe de recherche soutenue par la société fintech chinoise *FinVolution Group*. En 2016, la PBoC a commencé à travailler sur un ensemble de nouvelles réglementations pour suivre le rythme de ces changements.

### **Stabilité financière : la PBoC publie une nouvelle réglementation sur le secteur des paiements, avec un impact fort sur les deux principales plateformes *Alipay* et *Wechat Pay***

La PBoC a publié une [nouvelle réglementation sur le secteur des paiements](#), dans le but d'améliorer le contrôle des risques financiers et de lutter contre des crimes ou délits tels que le blanchiment d'argent (visant par exemple les jeux d'argent transfrontaliers, qui profitent illégalement des codes-barres de paiement fournis par *WeChat* et *Alipay* pour transférer des fonds). La nouvelle réglementation, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars, exige que les plateformes de paiement distinguent les utilisateurs de codes-barres de collecte de paiements individuels à des fins commerciales. Les codes-barres des particuliers et des commerçants appartiennent respectivement aux comptes personnels et d'entreprise, et sont soumis à différentes exigences de contrôle des risques, telles que des plafonds sur les transferts d'argent quotidiens. La PBoC a ajouté par ailleurs que *Payment & Clearing Association of China* est en train d'étudier et de formuler des normes pertinentes pour définir quels sont les utilisateurs individuels avec « des caractéristiques commerciales évidentes ». En outre, la nouvelle réglementation interdit la collecte de paiements individuels à distance, sauf en cas de nécessité. Les exceptions seront soumises à une gestion stricte seules les personnes figurant sur une « liste blanche » seront autorisées à effectuer des paiements de cette manière. Cette interdiction vise à empêcher que les codes ne soient vendus, loués ou prêtés en tant que canaux de recharge pour les jeux d'argent transfrontaliers, [a déclaré la banque centrale](#).

La nouvelle réglementation pourrait avoir un impact significatif sur l'ensemble du secteur des paiements, en particulier les acteurs clés *Alipay et WeChat Pay* (dont les cours de bourse ont chuté d'environ 3% le jour de l'annonce). Les deux plateformes, gérées séparément par les géants *Ant Group et Tencent*, détenaient collectivement plus de 90% des parts du marché des paiements mobiles non bancaires l'année dernière, selon le cabinet de conseil *Internet iResearch*.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Echanges et politique commerciale

### **OMC : 32 pays annulent leur programme de Système généralisé de préférences (SGP) avec la Chine**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2021, les 27 Etats membres de l'Union européenne (UE), ainsi que le Royaume-Uni, le Canada, la Turquie, l'Ukraine, et le Liechtenstein, ont annulé leur programme de Système généralisé de préférence (SGP)<sup>1</sup> vis-à-vis de la Chine. Ces régimes de préférences sur certains biens chinois avaient été accordés à la Chine à partir de 1978.

L'administration générale des douanes (GACC) a salué cette décision comme une reconnaissance de la croissance économique de la Chine et de la compétitivité des produits chinois, bien que le gouvernement chinois s'est par le passé opposé à la promotion de la Chine au rang de pays développé dans les organisations internationales. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, et la Norvège continueront à accorder un traitement préférentiel à certains produits chinois dans le cadre du SGP.

### **Relation Chine-Ukraine : l'arbitrage lancé contre l'Ukraine par une entreprise chinoise**

Le 28 novembre, l'entreprise chinoise Beijing Skyrizon Aviation Industry Investment (« Skyrizon ») a annoncé avoir déposé une plainte auprès de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye, pour demander une compensation de 4,5 Mds USD de la part du gouvernement ukrainien du fait des dispositions du [traité d'investissement bilatéral entre la Chine et l'Ukraine](#) signé en 1992.

En 2017, Skyrizon avait acquis 41 % des actions de Motor Sich – constructeur ukrainien de moteurs d'aéronefs. Skyrizon a également proposé d'investir 250 M USD dans les usines ukrainiennes et de délocaliser une partie de la production vers Chongqing (sud-ouest de la Chine). Cependant, un tribunal ukrainien a bloqué ces deux propositions et a suspendu les droits d'actionnaire de Skyrizon en 2017, invoquant des motifs de sécurité nationale. Cette situation a conduit les investisseurs chinois à porter le contentieux auprès d'une cour d'arbitrage en décembre 2020, également en vertu des dispositions du traité d'investissement bilatéral Chine-Ukraine ([voir les brèves de la semaine du 1<sup>er</sup> février 2021](#)).

En janvier 2021, le gouvernement américain a inclus Skyrizon à la liste des *Military End Users* (MEU) afin de limiter ses possibilités d'acquérir des technologies militaires ou duales d'origine américaine. L'Ukraine a par la suite imposé des sanctions à l'encontre de quatre entreprises chinoises, dont Skyrizon, restreignant ses opérations commerciales et prohibant les sorties de capitaux d'Ukraine ; trois personnes physiques chinoises dont le président de Skyrizon M. WANG Jing ont également été sanctionnés. En mars 2021, le gouvernement ukrainien a annoncé que l'Etat reprendrait le contrôle de Motor Sich au nom de la sécurité nationale et de risques de transfert de technologie sensible ([voir les brèves de la semaine du 15 mars 2021](#)).

*Retour au sommaire* ([ici](#))

---

<sup>1</sup> Le SGP est un programme de préférences commerciales pour certains biens provenant des pays en voie de développement, qui a été mis en place par plusieurs pays en dérogation de la clause de la nation la plus favorisée dans le cadre de l'OMC. Sans négociation ni réciprocité, le SGP ne s'applique pas sur les droits de douanes des pays en voie de développement, mais seulement sur leurs exportations.

## Industrie et numérique

### **Standardisation : un rapport de la Chambre de commerce de l'Union européenne alerte sur les risques de « bifurcation » des normes**

Publié le 2 décembre, [le rapport](#) de la Chambre de commerce de l'UE en Chine affirme notamment que l'approche de la standardisation centralisée sur le secteur public accroît les risques de politisation et de fragmentation des normes (bifurcation ou découplage).

A l'inverse de l'approche européenne ou états-unienne de l'élaboration des normes, la Chine adopte selon l'EUCC une approche dans laquelle le secteur public conserve un rôle central – et ce, malgré les réformes en cours du système de standardisation. Le rapport met notamment l'accent sur le soutien gouvernemental quasi-systématique à l'élaboration de normes. Le risque de fragmentation avec les normes internationales est significatif, notamment en raison des activités de standardisation au sein de l'initiative des Nouvelles routes de la soie (ou *Belt and Road*, BRI). En effet le rapport alerte sur la standardisation *de facto* au sein des pays BRI, qui peuvent créer des effets « *lock-in* » ; soit le point à partir duquel il devient plus coûteux d'acquérir des équipements dont les normes ne sont pas chinoises. A ce titre, le BRI Regional Standards Forum, dont la création avait été proposée par le plan *China Standards 2035*, est cité comme un organe pouvant faciliter la coordination entre pays BRI en amont de négociations au sein d'enceintes internationales – alors que les normes techniques sont, par nature, non obligatoires et visent à promouvoir davantage d'interopérabilité. En ce sens, le rapport s'inquiète de la volonté de Pékin de promouvoir ses propres normes au détriment d'un rôle plus constructif au sein du système international d'élaboration des normes existant.

En octobre dernier, le Conseil des Affaires d'Etat a publié un projet de stratégie nationale pour les normes techniques (voir [brèves du SER de Pékin du 11 octobre 2021](#)). Ce plan fixe aussi comme objectif un taux d'adoption de normes internationales de 85%. Selon le rapport de la chambre de commerce de l'UE en Chine cependant, ce taux pourrait correspondre à une adoption de normes [sur la base](#) de normes internationales existantes, plutôt qu'une adoption identique des normes internationales.

La Chambre a par ailleurs mené une enquête auprès des entreprises européennes, permettant d'évaluer leur coopération à l'élaboration de normes techniques en Chine. Le rapport identifie ainsi plusieurs barrières à leur participation, formelles mais également informelles (manque de traduction, activités de standardisation ayant lieu parfois en parallèle des institutions formelles, droits de vote inéquitables, etc.). A l'inverse, le rapport identifie plusieurs facteurs favorisant l'influence d'entreprises étrangères dans la standardisation, dont leur expertise technique ou les investissements dans la R&D locale.

### **Données : le MIIT publie le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour l'industrie du Big Data**

Le 30 novembre, le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT) a publié le [14<sup>ème</sup> plan quinquennal relatif au développement de l'industrie du Big Data](#). Le MIIT estime notamment que l'industrie du big data dépassera les 3 000 Mds CNY (470 Mds USD) d'ici 2025, soit un taux de croissance annuel moyen de 25%. A titre de comparaison, le secteur du big data a crû de plus de 30% annuellement depuis 2015, excédant 1 000 Mds CNY (139 Mds EUR) fin 2020 selon les chiffres du MIIT.

Réaffirmant la valorisation des données comme un facteur de production une ressource souveraine stratégique, le plan appelle également à [renforcer la gestion](#) des transferts transfrontaliers de données et la sécurité des données nationales, mais [recommande](#) également d'utiliser davantage les données pour la gouvernance et au sein de l'administration. En outre, le plan préconise l'établissement d'une plateforme de surveillance de la sécurité des données et une amélioration des systèmes de classification et de gestion de l'information. En effet, le MIIT définit l'industrie du big data comme comprenant la production des données, la collecte, le stockage, les analyses des données ; mais aussi la construction des infrastructures les hébergeant et le développement des logiciels en permettant le traitement. Ainsi, le plan distingue six tâches essentielles, dont l'amélioration de la valorisation des données dans une logique de marché, l'amélioration de la puissance de calcul, et le rôle que doit jouer la Chine dans le développement de normes technologiques mondiales. Il annonce soutenir l'utilisation de big data dans plusieurs secteurs industriels (les matières premières, les équipements de production, les industries de consommation et l'information numérique). De même, les télécommunications, la finance, la médecine, l'agriculture, la sécurité publique et les transports sont cités comme secteurs faisant l'objet d'une attention accrue.

[Selon Caixin](#), le MIIT publiera sous peu des règlements et normes relatives aux droits de propriété, à la sécurité, au commerce et autres formes de transactions de données comme ressources – en somme, des éléments permettant de jeter les bases d'une logique de marché. En outre, le MIIT promouvra un mécanisme de fixation des prix pour ce marché des données.

Identifiées comme un 5<sup>e</sup> facteur de production, les données voient en effet leurs flux davantage encadrés et surtout sécurisé (loi sur la cybersécurité de 2017 ; loi sur la sécurité des données ; loi sur la protection des données personnelles de 2021), tandis que leurs échanges sont promus sous certains aspects. Ainsi, a été annoncé la semaine dernière le lancement d'une plateforme d'échange de données à Shanghai (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 22 novembre 2021](#)).

### **VTC : une réglementation préconise l'amélioration des conditions de travail des conducteurs de VTC**

Le 30 novembre, le ministère chinois des Transports a publié une réglementation afin que les entreprises de réservation de véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC) accordent une rémunération « décente » et non « inférieure au salaire minimum local », avec un temps de repos « raisonnable » aux conducteurs de véhicules. Ainsi, les applications numériques comme celle développée par Didi Chuxing (qui contrôle 90% du marché des VTC) ne pourront plus inciter les chauffeurs à « faire des heures supplémentaires ». Cette réglementation préconise également à renforcer l'assurance sociale des conducteurs, et invite les plateformes opérant ces applications à adopter des commissions « raisonnables ». Selon la réglementation, des [bureaux de supervision au niveau local](#) seront mis en place d'ici la fin de l'année 2021.

Cette réglementation s'inscrit dans un contexte de reprise en main de l'économie numérique, et d'une lutte contre les monopoles : l'« expansion désordonnée du capital » doit être jugulée et le *big data* doit ne pas être utilisé pour appliquer un traitement différencié et discriminatoire aux utilisateurs – des termes d'ailleurs [mentionnés](#) dans la nouvelle réglementation.

Parallèlement, Didi Chuxing a annoncé [se retirer de la cote du NYSE](#) (voir par ailleurs).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Développement durable, énergie et transports

### **Climat : atteindre la neutralité carbone en 2060 pourrait permettre à la Chine d'éviter 119 000 Mds d'euros de pertes économiques liées au climat**

Si la Chine atteint son objectif de neutralité carbone en 2060, elle pourrait éviter à l'horizon 2100 l'équivalent de 119 000 Mds d'euros de pertes économiques, selon une nouvelle étude réalisée conjointement par l'Institut de l'énergie, de l'environnement et de l'économie de l'Université de Tsinghua (Tsinghua 3E) et Chatham House, groupe de réflexion indépendant basé à Londres. En effet, dans un scénario intermédiaire où la Chine se contenterait de poursuivre après 2030 le rythme de diminution des émissions prévu pour la décennie 2020, les pertes économiques s'élèveraient à 167 000 Mds d'euros, par rapport à 48 000 Mds d'euros pour le scénario d'atteinte de la neutralité.

L'étude évalue que la Chine a subi une perte économique directe de plus de 44 milliards d'euros par an au cours de la dernière décennie à cause des catastrophes climatiques, ce qui représente environ 0,4% de son PIB. Elle ajoute que plus de 85% des pertes liées au climat devraient se produire entre 2050 et 2100, suggérant au gouvernement chinois de prendre des mesures à temps et de redoubler ses efforts en matière de transition climatique.

Les chercheurs ont établi trois scénarios dont celui de la neutralité carbone pour évaluer l'impact économique du changement climatique. Devenir neutre en carbone pourrait aider la Chine à réduire de 20% sa consommation d'énergie supplémentaire due aux phénomènes climatiques extrêmes tels que l'augmentation des besoins en climatisation associée à la chaleur extrême et à diminuer considérablement les inondations terrestres et les pertes de biens dues à l'élévation du niveau de la mer en 2100.

### **Energie : la Chine dépasse les 1000 GW de capacité de production d'énergies renouvelables, avec des investissements dans le solaire et l'éolien en forte hausse**

Selon l'Administration Nationale de l'Énergie ([NEA](#)), la capacité installée de production d'électricité renouvelable en Chine a atteint 1002 GW à la fin octobre. L'énergie hydraulique vient en première place avec 385 GW, suivi de l'éolien (299 GW), du solaire (282 GW) et de la biomasse (35,3 GW). Cependant, si le parc renouvelable représente actuellement 43,5% de la capacité totale installée dans le pays, la part des énergies renouvelables dans le bouquet de production électrique est encore largement en deçà de celles des énergies fossiles (respectivement 26% contre 69% au troisième trimestre 2021). Pour rappel, la Chine s'est fixée l'objectif d'atteindre 1200 GW de capacité de production d'énergie solaire et éolienne d'ici 2030.

Premier pays au monde en termes de capacités renouvelables installées, la Chine a compté à elle seule pour plus de 50% des nouvelles capacités déployées l'année dernière selon l'IRENA (*International Renewable Energy Agency*). Un [rapport](#) de *China Power Industry Investment Development* commandité par *China Southern Grid* paru la semaine dernière note que les investissements de la Chine dans le photovoltaïque et l'éolien ont augmenté de 66% et 70% respectivement par rapport à l'année précédente. Sur un total de 994 Mds RMB (138 Mds EUR) investis dans le secteur de l'énergie en Chine en 2020, la moitié était consacrée au développement de l'éolien.

### **Energie : Sinopec lance la construction de la plus grande installation au monde de production d'hydrogène vert à partir de photovoltaïque dans la province du Xinjiang**

L'entreprise d'Etat *China Petroleum & Chemical Corporation* -aussi connue sous le nom de Sinopec- a annoncé le lancement de la construction d'une unité de production d'hydrogène vert dans la province du Xinjiang, entièrement alimentée par une centrale solaire de 300 MW. Avec une capacité annuelle prévue de 20 000 tonnes, Sinopec indique qu'il s'agit actuellement du plus gros projet au monde de production d'hydrogène vert à partir de source d'énergie photovoltaïque. L'installation, dont l'investissement représente 3 Mds RMB (420 M EUR), devrait rentrer en service en juin 2023 et permettra d'alimenter en hydrogène une usine locale de raffinage de pétrole de Sinopec, qui utilise actuellement de l'hydrogène « gris » (produit à partir de gaz naturel). Une [autre unité](#) Sinopec de production d'hydrogène vert de la même capacité est déjà en cours de construction en Mongolie Intérieure.

Sinopec est le premier producteur chinois d'hydrogène, avec une capacité de production annuelle de 3,9 Mt, soit 11% de la production nationale. Cependant cet hydrogène est encore en très grande majorité issu de procédés utilisant des énergies fossiles (gazéification du charbon ou vaporeformage du méthane). En 2020, moins de 3% de l'hydrogène produit en Chine provenait de l'électrolyse à partir d'énergie renouvelables. Mais avec les nombreux investissements réalisés dans le secteur, cette part devrait évoluer rapidement : au premier semestre 2020, la production d'hydrogène gazeux a augmenté de 25% par rapport à l'année précédente, tandis que la part de l'hydrogène vert a elle augmenté de 30% d'après l'association *China Hydrogen Energy Industry Promotion*.

Pour rappel, fin août 2021, un autre méga-projet de production d'hydrogène vert (capacité de 67 000 tonnes) avait été approuvé en Mongolie Intérieure (voir [brèves du SER de Pékin](#), 30 août 2021).

### **Aéronautique : l'autorité d'aviation civile publie une nouvelle directive pour la remise en service en Chine du Boeing 737 MAX**

L'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a publié le 2 décembre une [nouvelle directive](#) précisant les étapes pour assurer un retour en exploitation du Boeing 737 MAX, dont l'autorisation avait été retirée en mars 2019, à la suite des deux accidents aériens mortels intervenus en Indonésie et en Ethiopie. Cette communication fait suite aux annonces de la CAAC d'il y a quelques semaines, notifiant alors les compagnies aériennes que l'autorité chinoise agréait aux modifications apportées par Boeing pour résoudre les problèmes de sécurité aérienne du 737 MAX (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 15 au 19 novembre](#)). Cette nouvelle directive de la CAAC détaille aux compagnies aériennes les [actions correctives](#) à suivre pour la mise en conformité des évolutions apportées par l'avionneur américain, notamment en matière d'installation logicielle et de contrôle de vol. La CAAC précise cependant que [d'autres tâches devront être menées](#) pour un retour en service des appareils, qui seront tous vérifiés individuellement. Les pilotes devront suivre et valider une formation au nouveau dispositif. Boeing espère que les 97 appareils 737 MAX actuellement dans la flotte chinoise pourront être remis en service entre fin 2021 et début 2022, et que les livraisons de nouveaux appareils aux compagnies chinoises pourront reprendre dès le T1 2022 (sur les 370 avions en commande, 1/3 ont déjà été produits et sont en attente d'exportation dans les entrepôts américains).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Actualités régionales

### **Yunnan : Inauguration de la voie ferroviaire Kunming-Vientiane**

Le rail reliant la capitale de la province du Yunnan à celle du Laos est inauguré ce vendredi 3 décembre. Sur une distance de 1 035 km, le train transportera passagers et marchandises à une vitesse maximale de 160 km/h. Les coûts de transport transfrontaliers sont supposés connaître une réduction de 40 à 50 %.

Plus cher chantier de l'histoire laotienne (5,9 Md USD), réalisé en cinq ans et financé à 30 % par l'Exim banque chinoise, l'économie du projet repose en grande partie sur son prolongement via la Thaïlande puis la Malaisie pour atteindre Singapour, devant fournir un débouché maritime au Laos et au Yunnan. Mais [le volet thaïlandais du projet a pris un retard important](#), seuls 3,5 km ayant été construits en 4 ans de chantier, et la connexion Laos-Thaïlande ne serait pas opérationnelle avant 2028. Le volet malaisien et singapourien de la ligne Kunming-Singapour espérée à terme est également sérieusement compromis, suite à l'abandon en janvier 2021 du projet de ligne Kuala Lumpur- Singapour par les deux gouvernements impliqués.

[Source](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Secteur immobilier: tendance contrastée pour le marché immobilier hongkongais en octobre**

Le marché immobilier hongkongais a suivi une trajectoire contrastée au cours du mois d'octobre : l'immobilier commercial a vu le volume des transactions progresser de 7,3% en g.a (et les prix de 8%) selon Knight Frank, tandis que les ventes sur le segment résidentiel se sont contractées de 6,2% en g.a (et de 20,6% en glissement mensuel), une performance modeste expliquée selon Knight Frank par la « forte correction des marchés financiers locaux au troisième trimestre, ainsi que par les incertitudes autour de l'économie chinoise. La pression s'est également allégée sur le marché de l'immobilier de bureau, avec notamment une baisse des loyers de 4,2% enregistrée au troisième trimestre dans le quartier de *Central*.

Les promoteurs immobiliers hongkongais, moins touchés que leurs concurrents chinois par la crise de liquidités ayant fait suite à l'affaire Evergrande ont au cours des derniers mois profité de leur relative bonne santé financière pour racheter des actifs à des promoteurs chinois en difficulté avec des décotes parfois importantes. *Far East Consortium International* a ainsi récemment racheté deux parcelles dont une appartenant à *Kaisa Group Holdings*. *River Riches* (joint-venture entre Far East et New World Development) a également racheté deux terrains à Kaisa également, pour un montant de 7,9 Mds HKD soit 1 Md USD (contre une valeur auditée à 9,8 Mds HKD)

### **Transport aérien: les compagnies aériennes sont impactées par les mesures strictes de quarantaine imposées aux équipages**

Cathay Pacific réduit d'un tiers ses vols à destination de Hong Kong (hors vols en provenance de Chine et d'Australie) en décembre en raison des contraintes de main d'œuvre causées par les conditions strictes de quarantaine imposées à ses équipages opérant en « boucle fermée » vers et depuis Hong Kong. A travers ce système mis en place par Cathay Pacific suite aux mesures strictes de quarantaine imposées à Hong Kong, les équipages effectuent des liaisons aériennes pendant trois semaines en respectant des mesures d'isolement à l'hôtel lors de leurs escales, puis se soumettent à une quarantaine de deux semaines une fois arrivés à Hong Kong, avant de pouvoir rentrer chez eux. Les chiffres du trafic aérien de Cathay Pacific au mois d'octobre 2021, publiés mi-novembre laissent apparaître une baisse de 97,2% du nombre de passagers transportés entre octobre 2019 et octobre 2021.

Les compagnies aériennes étrangères sont également très impactées par le renfort des mesures mises en place sur les équipages étrangers qui transitent par Hong Kong, avec l'isolement en centre de quarantaine de tout l'équipage considéré cas contact si un cas positif est découvert à l'arrivée. British Airways et Air France ont suspendu leurs vols de passagers avec Hong Kong.

### **Ventes de détail : fort rebond au mois d'octobre (+12% en g.a)**

Les ventes de détail ont bénéficié d'un rebond marqué en octobre, progressant de 12% en glissement annuel (en valeur), après une hausse plus modeste de 7,4% en septembre. En glissement mensuel (désaisonnalisé), la hausse des ventes de détail à Hong Kong est de 3,3%. Cette progression, plus importante qu'attendu est notamment liée à la distribution de bons d'achat digitaux par le gouvernement hongkongais, après une deuxième vague de versement d'un montant unitaire de 2 000 HKD. En volume, la hausse des ventes de détail est de 9,4% en g.a au mois d'octobre (et +3,3% en glissement mensuel).

Le matériel électronique et les biens durables ont vu leurs ventes progresser de 52,1% en g.a, l'optique de 23,9%, l'horlogerie de 23,1% et les chaussures et accessoires de 15,5%. Les ventes de produits alimentaires, boissons alcooliques et tabac se contractent en revanche de 1,7% en octobre, celles de véhicules à moteurs et pièces détachées de 18,6% et celles de livres, journaux et magazines de 3%.

### **Bourse : décrochage des indices hongkongais au mois de novembre**

Les principaux indices boursiers hongkongais se sont contractés au mois de novembre : -7,5% pour le HSI, -5,4% pour le HSTECH et -6,6% pour le HSCEI (principales cotations chinoises à Hong Kong). Les résultats décevants des entreprises chinoises du secteur technologique au T3-2021 (dont Alibaba et Tencent), le ralentissement des ventes dans le secteur immobilier en Chine et les incertitudes suscitées par le variant Omicron seraient les principales raisons de cette baisse.

La détention de titres sur le marché hongkongais à travers le *Stock Connect Southbound* par les investisseurs de Chine continentale a par ailleurs baissé de 3,9 Mds CNY (540 M EUR) au mois de novembre, le secteur de l'IT, de la communication et des banques ayant été les principaux contributeurs à ces flux nets sortants.

### **Bourse : Cloud Village, filiale de NetEase spécialisée en streaming musical lève 421 M USD lors de son introduction en bourse à Hong Kong**

Cloud Village a levé 421 M USD à l'occasion de son introduction en bourse à Hong Kong, vendant 16 millions de titres à un prix unitaire de 205 HKD (26,3 USD), soit le milieu de la fourchette indicative communiquée en amont de l'opération. L'IPO de Cloud Village, initialement prévue en août devait alors permettre à Cloud Village de lever 1 Md USD mais avait finalement été repoussée, elle. Les actions Cloud Village ont toutefois baissé de 1% suite à leur première journée de cotation à la bourse de Hong Kong le 2 décembre.

Cette introduction en bourse intervient deux semaines après la publication d'un projet de réforme de réglementation par le régulateur chinois en charge de la cybersécurité (CAC) qui devrait à terme imposer un « audit de cybersécurité » aux sociétés chinoises « affectant ou pouvant affecter la sécurité nationale » se cotant à Hong Kong.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Macao

### **Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de +83,8% au cours des 10 premiers mois de l'année**

Les importations macanaises ont augmenté de +83,8% à 15,4 Mds USD entre janvier et octobre 2021 : celles en provenance de Chine continentale ont progressé de +93,9% à 4,96 Mds USD et celles venant de l'UE de +102,1% à 4,89 Mds USD. En octobre, les importations ont toutefois diminué de -7,8% en g.a. à 1,32 Md USD (produits cosmétiques et parfums en particulier sont en recul). Les exportations restent mineures, mais ont augmenté de +24,3 % à 1,34 Mds USD au cours des 10 mois 2021 en particulier vers Hong Kong (+27 % à 930 M USD) et les États-Unis (+23,1% à 70,4 M USD).

Les importations macanaises en provenance de France augmentent selon les douanes locales de +114,3% en g.a à 2,73 Mds USD au cours des trois trimestres 2021. La France demeure le 1<sup>er</sup> fournisseur européen devant l'Italie et la Suisse avec 17,7% des importations totales de Macao.

### **Casinos : Les actions des six opérateurs de casinos à Macao ont plongé de 7,6% le 29 novembre, après l'arrestation le 27 novembre d'Alvin Chau de Suncity Group Holdings**

Le président-directeur général de *Suncity Group Holdings*, Alvin Chau, a été arrêté le 27 novembre et a démissionné le 1<sup>er</sup> décembre de ses fonctions. Suncity est le principal *junket* de Macao, avec 80 000 joueurs clients, et fait partie de ces sociétés qui recrutent et prennent en charge des joueurs VIP pour les casinos de Macao. M. Chau a été arrêté avec 10 autres personnes par la police de Macao pour avoir créé des plateformes de paris en ligne illégales et pour des activités de blanchiment d'argent. *Suncity Group Holdings* est coté à la bourse Hong Kong comme opérateur de voyages de loisirs, de jeux et d'immobilier, avec une présence également en Russie, au Vietnam et aux Philippines. *Suncity Group* a fermé toutes les salles de jeux VIP que la société opérait dans chacun des six opérateurs de casino à Macao.

Ses actions ont chuté de 48% le 30 novembre. Les actions des six opérateurs de casinos à Macao ont plongé de 7,6% le 29 novembre. *Sands China* et *Galaxy Entertainment*, deux titres qui figurent dans l'indice *Hang Seng*, ont chuté de 5%, et *MGM China* de 10%. *Wynn Macau*, l'opérateur le plus dépendant des salles de jeux de *Suncity*, a vu son titre reculer de 8% le 1<sup>er</sup> décembre avec une baisse de 18% cette semaine.

*Sun City Gaming Promotion Company Limited*, fondée en 2007 et détenue à 100% par M. Chau représentait plus de 40% du marché *junket* de Macao, soit environ 15% des revenus des jeux en 2019, selon JPMorgan Chase & Co. Cette arrestation pourrait signifier la fin de la tolérance vis-à-vis des *junkets*, sur lesquels les contrôles s'étaient déjà renforcés ces dernières années.

Les analystes prédisent que les revenus des jeux VIP de Macao pourraient se contracter de moitié dans les semaines à venir, ce segment étant très lié à l'activité des *junket*. La part du secteur VIP dans les revenus des jeux à Macao a déjà diminué depuis la campagne anti-corruption de 69,4% en 2012 à 46,2% en 2019. Il pourrait ne générer qu'environ 4% des revenus des opérateurs de casino d'ici 2023 contre 15% en 2019.

### **Industrie du jeu : les revenus des casinos ont augmenté en novembre de +54,6% par rapport à octobre**

Les revenus des casinos ont augmenté en novembre de +54,6% en glissement mensuel à 838 M USD et sont restés au niveau de novembre 2020. Les voyageurs en provenance de Chine sont de nouveau libres d'accéder sans quarantaine à Macao depuis le 25 octobre.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Taiwan

### **Véhicule électrique : Foxconn poursuit sa stratégie de partenariats en s'implantant en Thaïlande**

Le groupe [Foxconn](#) (Hon Hai) s'implante en Thaïlande via un partenariat avec le groupe local pétrolier PTT Public. Cette coopération, qui devrait prendre la forme d'une co-entreprise, prévoit la mise en place d'une plate-forme afin de développer l'écosystème local du véhicule électrique. Selon PTT, cette dernière devrait leur permettre de [gagner deux années de R&D et faire baisser les coûts de 20%](#). Hon Hai, qui envisage déjà d'étendre son marché vers l'Asie du Sud-Est depuis la Thaïlande, évalue dans une première phase sur les deux à trois années à venir la capacité de production annuelle à 50 000 véhicules pour atteindre dans une seconde phase une capacité de 150 000 unités. Foxconn confirme ainsi ses ambitions de devenir un acteur de premier plan au niveau mondial de l'industrie du véhicule électrique. Le groupe accélère sa diversification de la téléphonique (premier sous-traitant d'Apple) vers le VE (création de la plateforme MIH en octobre 2020 et présentation en octobre 2021 des trois premiers modèles réalisés en partenariat avec le taïwanais Yulong qui dispose d'un important centre de R&D dans la mobilité électrique) et les semi-conducteurs (rachat d'une usine Macronix à Hsinchu en août 2021)). Cette diversification s'explique aussi par la sinisation croissante de la chaîne de valeur d'Apple en Chine illustrée, en 2021, par les difficultés rencontrées par Largan (systèmes optiques).

### **Transport aérien : StarLux envisage une nouvelle augmentation de capital au premier semestre 2022**

[La jeune compagnie aérienne Starlux](#) a essuyé au cours des deux dernières années des pertes de plus de 6 Mds TWD (190 M euros) soit plus de la moitié de son capital (11,36 Mds TWD) dont 2,2 Mds TWD sur les trois premiers trimestres 2021. Selon la Direction, malgré la crise sanitaire, la compagnie aérienne a poursuivi ses projets de développement (réception de nouveaux appareils, achats de simulateurs, construction de hangars de maintenance) sans licenciement ni réduction de salaires. Le groupe dont la flotte est entièrement composée d'appareils Airbus utilise actuellement 5 Airbus A321neo. Selon les recommandations de la Civil Aeronautics Administration (CAA), il devrait procéder à une augmentation de capital [au premier semestre 2022](#). A l'instar de nombreuses autres compagnies aériennes StarLux a demandé un rééchelonnement des livraisons des appareils commandés à Airbus.

### **PIB : Taïwan table sur une croissance économique de 6% en 2021 et de 4,15% en 2022**

D'après les dernières statistiques de la DGBAS publiées, le 26 novembre 2021, la croissance économique de Taïwan s'est établie à 3,7% au troisième trimestre et elle devrait atteindre 4,15% au T4. [Pour l'année entière, Taïwan anticipe une croissance économique de 6,09% soit son niveau le plus élevé depuis onze ans](#) (10,25% en 2010). La DGBAS attribue cette performance à la progression importante des investissements privés qui devraient atteindre +18,88% sur l'année (+24,63% au T3 et +18,2% au T4) en raison notamment de l'augmentation des capacités de production de TSMC et des autres acteurs de l'industrie des TIC. L'investissement des entreprises contribue à hauteur de 3,72 pb à la croissance de l'économie. Le commerce extérieur, quant à lui, apporte également une contribution positive au PIB (+1,46 pb) grâce à une forte hausse des exportations (+16,75%) et des importations (+18,49%) de biens et de services. La consommation privée, qui accuse une baisse importante de -5,6% au T3, augmentera a priori très faiblement sur l'année 2021 de 0,07% avec une contribution de +0,03pb. Pour l'année 2022, la DGBAS estime que la croissance pourrait atteindre à 4,15%, contre 3,69% annoncée dans ses prévisions d'août dernier. Par ailleurs, selon un rapport du FMI publié en octobre dernier, le PIB / H de Taïwan

devrait atteindre 32 787 USD en 2021, soit un niveau encore inférieur à celui de la Corée du Sud (35 000 USD). Toutefois, selon les prévisions du FMI, le PIB/H de Taiwan (42 802 USD) devrait dépasser celui de la Corée en 2025 (42 719 USD).

### Indice du risque de corruption : Taïwan se classe au 15ème rang du classement TRACE

Dans le classement 2021 de [l'indice de perception de la corruption publié par l'association anti-corruption TRACE](#), [Taïwan se classe en quinzième position](#) parmi les 194 économies mondiales, progressant ainsi de quatre places par rapport au classement 2020. Parmi les pays d'Asie-Pacifique, Taiwan devance le Japon (18ème), Singapour (19ème), la Corée du Sud (21ème) et Hong Kong (25ème). Le classement, élaboré en 2014 et actualisé annuellement, évalue les facteurs de risque, tels que les interactions avec le gouvernement, la dissuasion et les mesures anti-corruption, la transparence du gouvernement et de la fonction publique, la capacité de supervision par la société civile.

### Finance: la banque publique indonésienne « Bank Rakyat Indonesia » a ouvert une filiale à Taïwan

Suite à l'autorisation délivrée en août 2020 par le régulateur financier taïwanais, Financial Supervisory Commission (FSC), [la Bank Rakyat Indonesia \(BRI\) a ouvert sa première filiale à Taipei, opérationnelle depuis le 30 novembre 2021](#). La BRI, créée en 1895, est la première banque publique indonésienne qui gère un réseau international avec 5 implantations (New York, Singapour, Hong Kong, Dili et les îles Caïmans). Selon le classement des banques internationales publié par le magazine The Bankers de juillet 2019, [la BRI occupe la 128ème place en termes de fonds propres \(Tier 1 Capital\)](#). La BRI a indiqué que dans un premiers temps, ses activités porteraient sur l'ouverture des comptes bancaires pour les travailleurs migrants indonésiens à Taïwan, et envisagerait ensuite de gérer les transferts de fonds (remittances) pour ces derniers. D'après la banque indonésienne, le nombre des travailleurs migrants indonésiens à Taïwan s'établit à plus de 240 000 fin octobre 2021 et le montant de fonds annuellement transférés par ceux-ci se situe entre 487 M et 557 M USD. L'ouverture de cette filiale illustre également l'intégration croissante de l'économie taïwanaise dans les chaînes de valeur régionales Chine ASEAN.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Furu Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Matthieu De Villiers, Charlotte Lau, Max Chang, Julien Defrancé, Rodolphe Girault  
Revu par : Thomas Carré, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal  
Pour s'abonner : [camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)